



**SETTIMANALE CORSU  
SETTIMANALE CORSU  
D'INFORMAZIONE  
D'INFORMAZIONE**



**GHJUNCAGHJU  
LES DÉCHETS  
DANS  
LA CAMPAGNE**

**P5 À 7**

Photo Claire Giudici

**1,60€**



**INITIATIVE  
LA FLEURISTE  
DES RÉSEAUX SOCIAUX  
P26 À 31**

**KAMPÀ P2 • ÉDITO P3 • OPINIONS P4  
BRÈVES P25  
SOCIÉTÉ P26 • PIRRU È RICUCCATA P 28  
CARNETS DE BORD P30  
ANNONCES LÉGALES P11**



A VI DICU TORNA: A NOSCIA  
SOLA SPERENZA  
HÈ U RURALI !

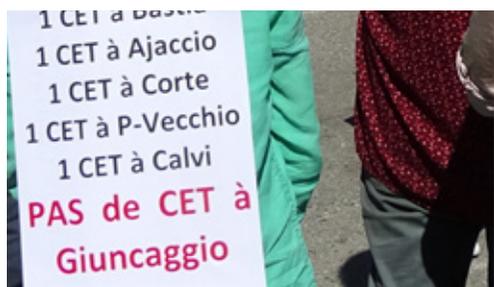


KAMPA

## À LA UNE

GHJUNCAGHJU

## LES DÉCHETS DANS LA CAMPAGNE P5 À 7



OPINIONS

INITIATIVE **LA FLEURISTE DES RÉSEAUX SOCIAUX**

EN BREF ET EN CHIFFRES

SOCIÉTÉ **LES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE**CULTURE **CAP AU SUD POUR PIRRU È RICUCCATA**POLITIQUE **CARNETS DE BORD**

ANNONCES LÉGALES

P4

P8

P25

P26

P28

P30

P11

## ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE™

## RÉDACTION

Directeur de la publication – Rédacteur en chef:

Paul Aurelli

(Heures de bureau 04 95 32 89 95 – 06 86 69 70 99)

journal@icn-presse.corsica

Chef d'édition:

Elisabeth Milleliri

informateur.corse@orange.fr

(Heures de bureau 06 44 88 69 40)

1<sup>er</sup> secrétaire de rédaction:

Eric Patris

eric.patris-sra@icn-presse.corsica

(Heures de bureau 06 44 88 66 33)

## BUREAU DE BASTIA

1, Rue Miot (2<sup>e</sup> étage), 20200 BASTIA

• Secrétariat Bernadette Benazzi

Tél. 04 95 32 04 40 (Heures de bureau 06 41 06 58 36)

gestion@corsicapresse-editions.fr

• Annonces légales Albert Tapiero

Tél. 04 95 32 89 92 (Heures de bureau 06 41 58 40 23)

AL-informateurcorse@orange.fr

## CorsicaPress Éditions SAS

Immeuble Marevista, 12, Quai des Martyrs, 20200 Bastia,

Tél. 04 95 32 89 95

Société locataire-gérante des titres et marques

Principaux associés: PA, JNA, NCB, JFA, GA, AG, RL, PML0.

Fondateur Louis Rioni

CPPAP 1125 C 88773 • ISSN 2114 009

Membre du SPHR et de

l'Alliance de la Presse d'Information Générale

AZ Diffusion 20600 Bastia • Dépôt légal Bastia

## À MODU NOSTRU

## A saluta ùn hà prezzu

**H**è difficiuli d'essa passatu accantu à sta nutiziaccia: calchi ghjornu fà, u governu hè vultatu nant'à a so decisioni di publicà un decretu pà a presa in carica di u sicondu parenti chì accumpagna un zitellu malatu ubligatu à parta in cuntinenti pà fassi curà. Malgradu a prumessa di l'anziana ministra di a Salute, Agnès Buzyn, di l'anziana prifetta di Corsica, Josiane Chevalier, è ancu di u Presidenti di a Republica stessu, Emmanuel Macron, ùn c'hè più nulla chì vali oghji. Sicondu a direttrici di cabinetu di a ministra Jacqueline Gourault, chì era torna nant'à a nostra isula pocu fà (porca miseria), ùn asisti mancu appena quillu prughjettu di decretu è l'associu Inseme, à l'urighjini di ssa dumanda lighjittima, ùn avaria «micca bè capitu» l'affari. Nimu ùn si saria ingaghjatu, malgradu tutti i provi è l'arrighjistramenti chì poni essa ricacciati pà dimustrà u cuntrariu! Sò dunqua dui anni, dipoi u 2019, chì i più alti rispunsevuli francesi portani di foli in canzoni i famighji corsi, l'associu è l'eletti isulani. Faci chì par avà, ferma quillu dispusitivu eccezziunali è tempurariu: u sicondu parenti si pò fà rimbursà u so bigliettu s'ellu faci una dimarchja amministrativa supplementaria. Ma, ùn sò cà a CPAM è a MSA chì u pighjani in carica, è micca l'altri casci. Dunqua, tutti i Corsi ùn ni poni micca approfittà. S'è più cà mai, stu governu sfacciatu multiplieghja i cacati, dimostra quì a so mancanza d'umanità è di cunsiderazioni di pettu à i parenti corsi è i so fighjoli. A Francia, chì ùn hà mai fattu nulla pà a creazioni di un CHU, un ospidali universitariu in Corsica, ciò chì pudaria arrigulà una mansa di problematichi nant'à u sughjettu di a salute ind'è noi, stupa torna in faccia à i più debbuli è allarga ancu di più u fossu di l'inugualità trà i pazienti corsi è quilli di u cuntinenti. Paesi vargugnosu! È quì, t'emi u dirittu di mughjà «Statu francesi assassinu»? ■ **Santu CASANOVA**

**Vous** aimez écrire et/ou prendre des photos?**Vous** avez une bonne connaissance de la vie publique, culturelle, associative et sportive dans votre bassin de vie?**Vous** souhaitez mettre en lumière les initiatives qui y voient le jour?**Vous** vivez en Centre-Corse, dans le Cap, la région de Vico, celle de Bonifacio ou le Sartonais?**REJOIGNEZ L'ÉQUIPE CLP D'ICN****Écrivez-nous: journal@icn-presse.corsica**

## LE CODICILLE OUBLIÉ

**Un bonheur n'arrive jamais seul**, prétendent les optimistes. Alors même que les pessimistes discernent dans pareille prévision toutes les prémices d'un grand malheur. Quoi qu'il en soit, avec la survenue d'un déconfinement boosté par le seuil de tolérance d'un taux d'incidence élevé à 400 pour 100 000, nous voilà entrés de plain-pied, avec ou sans gros sabots, dans la douce tiédeur d'une couveuse électorale en période de gestation avancée. Délice assorti de l'annonce faite aux marris d'une future éclosion de sauveurs en tous points remarquables. Ils viendront. Soyez-en assurés. Complotistes, racistes, extrémistes de droite ou de gauche, pantouflards du ventre mou du palais Bourbon, unis dans un bel élan d'altruisme, ils ne se déroberont pas. Ils ont du reste déjà pris places Ils sont venus, ils sont tous là, dès qu'ils ont entendu ce cri: «*Elle va mourir la Ma-Ma*». N'allez pas voir dans cette façon de désigner Marianne une marque d'irrespect! Non. Il s'agit tout simplement de la manifestation, inopinée, d'un léger bégaiement de l'Histoire.

Veni, vidi... vicissitudes, les voilà donc ces preux. Prêts à se croiser et à croiser le fer en des voies, venelles et sentes incertaines; idéalistes égarés et manches à sabre querelleurs patentés; chevaliers de la Table ronde et spécialistes du rond de jambe; mousquetaires pour couvent de nonnettes et mercenaires aux cent campagnes prompts à magnifier leur Austerlitz de Pontoise et à occulter leur Waterloo de Landerneau. Tous riches de promesses jamais tenues, de projets mirobolants qui ne verront jamais le jour, d'aubes plus glauques que claires, de lendemains qui, dans le meilleur des cas, ne chanteront qu'en play-back. À tous, nous leur suggérons, humblement, dans un même élan de sollicitude, car qu'on le veuille ou non ils sont nôtres, de ne pas négliger cet aphorisme de Napoléon, glissé à leur intention comme un ultime codicille: «*Le meilleur moyen de tenir sa parole est de ne jamais la donner*». ■ **Paulu Santu MUSÉ-PUGLIESI**

## H U M E U R

## Vous avez dit résilience alimentaire ?

**S**i elle n'a pas entraîné de disette, la crise sanitaire et économique a fait resurgir, dans bien des domaines, la question de l'adéquation entre les besoins d'un territoire et les ressources dont il dispose pour y faire face. Elle a aussi, effet collatéral, offert un regain de popularité au terme «*résilience*», désormais mis à toutes les sauces. Et pour d'aucuns, cette crise est venue rappeler la vulnérabilité de notre système alimentaire, que les changements climatiques ont déjà commencé à mettre à mal. Aussi, en bien moins de temps qu'il n'en faut pour instaurer une convention citoyenne pour le climat puis balancer ses travaux à la corbeille, certains se sont mis à l'œuvre. C'est ainsi qu'en octobre 2020, sous l'impulsion de Maximilien Rouer, biologiste et ingénieur agronome, le Conseil national de la résilience alimentaire (CNRA), association d'intérêt général, voyait le jour. Il vise à promouvoir une production d'alimentation pensée pour les territoires, adaptée à leurs spécificités, plus économe en intrants, plus résistante au changement climatique, avec des circuits courts tant pour la commercialisation que pour la transformation. Et, partant du principe qu'il «*n'existe pas de progrès sans mesure*», le 8 avril dernier, le CNRA présentait son premier *Baromètre de la résilience alimentaire*. Il comprend six indicateurs: l'adéquation entre la production et les besoins d'un territoire; la population agricole; la politique foncière, en rendant compte de la surface agricole utile disponible par habitant et du rythme d'artificialisation des sols sur les dernières années; les pratiques agricoles durables; la présence de réseaux de distribution en circuit de proximité; la présence d'équipements de transformation et enfin le rééquilibrage entre les circuits courts et longs. Diverses cartes permettent de mesurer l'importance des disparités constatées entre les départements français métropolitains. En termes de haute valeur naturelle -c'est-à-dire de systèmes agricoles maintenant un haut niveau de biodiversité- et de part de la surface labellisée en bio, notre île tire son épingle du jeu par rapport à la moyenne française. Mais s'agissant de la population agricole, son score est au mieux médiocre pour la Haute-Corse, au pire alarmant pour la Corse-du-Sud. Même constat pour la politique foncière: si les surfaces agricoles utiles sont là, du moins pour les besoins actuels, l'objectif Zéro artificialisation nette n'a pas été respecté, singulièrement au sud. Quant à l'adéquation entre la production et les besoins, on frôle le zéro pointé. Bref, pour la résilience, on repassera. Cela dit, tout espoir n'est pas perdu. Même si nous artificialisons gaillardement nos sols, notamment pour y ériger des grandes surfaces -il faut bien manger ce qui arrive par bateau, n'est-ce pas?- pour quelques semaines, nous voilà en pleine campagne. Chacun y va, avec plus ou moins de conviction et de crédibilité, de son couplet sur l'environnement, déclame son amour du rural. Gageons donc que les candidats sauront prendre des engagements fermes et détaillés sur cette question de la résilience alimentaire. On aurait aimé dire qu'on attend du concret, mais la vogue des anglicismes aidant et un malentendu étant vite survenu, ce serait s'exposer à n'obtenir, encore et toujours, que du concret... ■ **Elisabeth MILLELIRI**

GHJUNCAGHJU

# LES DÉCHETS DANS LA CAMPAGNE



Photo Claire Giudici

*Le coronavirus l'avait remis à arrière-plan.*

*Mais après le difficile vote du nouveau « plan déchets » en février dernier, l'annulation de l'interdiction d'exploiter le « Pôle environnemental » de Ghjuncaghju par le Conseil d'Etat et la manifestation organisée le 9 mai à Aleria par les membres du collectif Tavignanu Vivu remettent le problème du traitement des ordures ménagères sur le devant de la scène. À l'orée des territoriales.*



Photo Claire Giudici

**E**n 2019, avec un taux de 14,45 % pour la Corse-du-Sud et de 14,02 % pour la Haute-Corse, les deux départements de l'île se plaçaient respectivement aux 9<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> places des départements où la taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères [TEOM] était la plus élevée. Sur un total de 101 départements. Pourtant, l'alternative à l'enfouissement [ou à l'exportation], bien que définie dans les « plans déchets » actuels et précédents, n'est pas encore opérationnelle. Au point que cette année, pour faire face aux coûts, certains territoires ont voté une augmentation de la taxe. Concernant le site de Ghjuncaghju, dont le projet lancé en 2015 vient de recevoir l'aval du Conseil d'Etat, il rencontre encore de vives oppositions. La manifestation organisée le 9 mai à Aléria par les membres du collectif Tavignanu Vivu réunissait plusieurs centaines de personnes. « *L'implantation est totalement inadéquate, soulignaient les responsables du collectif. Ce stockage de déchets ménagers et de terres amiantifères est prévu dans le méandre d'un fleuve torrentueux, dans une zone connue pour la fragilité de ses sols: on sait combien les éboulements sont nombreux sur la route Aléria-Corte. Puis nous sommes une région agricole, l'eau est pompée pour l'arrosage... Le préfet Thirion ne s'y était pas trompé: en 2016, il avait refusé l'autorisation d'exploiter. Depuis, l'Etat ne s'est plus défendu, ne nous a plus défendus. Nous nous battons encore: nous irons jusqu'à la Cour européenne de justice et nous saurons nous faire entendre sur le terrain par des actions et, pourquoi pas, la mise en place d'une zone à défendre [Zad]. Mais cette question du traitement des déchets, c'est à la Collectivité de Corse de s'en saisir, pour que soit mise en œuvre la politique cohérente, respectueuse de l'environnement et des citoyens que nous sommes en droit d'attendre. Les élections ont lieu bientôt. Il faut que nous soyons entendus.* »

La majorité territoriale actuelle s'était positionnée contre ce projet. Certains de ses représentants étaient d'ailleurs présents. « *Nous avons une station de pompage à Casaperta, en aval du site, soulignait Saveriu Lucciani, membre de l'Exécutif*

*et président de l'OEHC. Nous y prélevons en moyenne, 4 millions de m<sup>3</sup> par an et bien davantage les années de sécheresse: en 2017, nous en avons prélevé 5 millions. C'est une eau à vocation agricole mais pas seulement: nous alimentons notamment le hameau de Purizzone, sur Antisanti, en eau potable. Le rôle du Tavignanu dans le plan d'aménagement hydraulique Acqua Nostra 2050 est essentiel: il est à l'interconnexion des réseaux d'eau brute du sud et du centre de la plaine orientale. De plus, dans le contexte incertain de changement climatique, la qualité comme la quantité de l'eau se place au centre de nos préoccupations, qu'il s'agisse du Tavignanu, du Golu ou d'autres zones de prélèvement. Nous restons vigilants partout, même sur Moltifau.* »

Concernant les difficultés en terme de gestion des déchets, Jean-Felix Acquaviva, député de la circonscription et secrétaire de Femu a Corsica, déplore la dispersion des compétences entre la Collectivité de Corse [CdC] qui élabore le plan, les communautés des communes en charge de la collecte et le Syvadec qui s'occupe du traitement. « *Il faut en finir avec les tiraillements et permettre, par la loi, à la CdC d'entrer dans le Syvadec au côté des intercommunalités pour mutualiser les efforts: études, travaux divers, marchés, deviendraient moins coûteux. La généralisation du tri à la source accompagnée d'une fiscalité incitative, la valorisation des biodéchets, la mise en place de 5 à 6 centres de stockage des déchets ultimes [et non d'enfouissement], c'est une nécessité. Mais tout cela doit rester dans le domaine public: le traitement des déchets ne peut se transformer en une économie de la rente basée sur l'enfouissement, le sur-tri surdimensionné, la valorisation thermique, le tout confié à des opérateurs privés!* »

Ce n'est pas tout: « *En février dernier, dans une question au Gouvernement, j'ai fait remarquer que les éco-organismes de la filière de l'emballage [hors verre] ont l'obligation de couvrir 80 % des coûts de la collecte et du tri. Il s'avère qu'en Corse les sommes effectivement versées ne couvrent pas à 80 % les frais réels des collectivités dans ce domaine. Mes demandes*

*«Le traitement des déchets ne peut se transformer en une économie de la rente basée sur l'enfouissement, le sur-tri surdimensionné, la valorisation thermique, le tout confié à des opérateurs privés!»*

JEAN-FÉLIX ACQUAVIVA

*«Il est temps de mettre en œuvre la généralisation du tri des biodéchets et le traitement par compostage ou méthanisation. Ça doit être immédiat. [...] Il faut diminuer de façon radicale et le stockage et les transports dont la maîtrise doit être publique.»*

AGNÈS SIMONPIETRI

*«Quant au tri, moins on en a, plus le tonnage rapporte. Les associations le dénoncent inlassablement»*

LÉO BATTESTI

portaient sur une prise en charge à 100 % des coûts comme dans les territoires d'Outre-Mer, mais également d'un texte autorisant le maintien sur l'île d'une partie de la matière triée pour permettre le développement de filières de recyclage. Je n'ai pas été entendu. Je le regrette, mais je continuerai à œuvrer dans ce sens.»

Il n'en reste pas moins que les sommes investies dans le traitement des déchets ne sont pas négligeables. Au plan national, dans le cadre du plan France relance, 500 millions d'euros y sont consacrés jusqu'en 2022. Ils comprennent notamment 100 millions destinés à la collecte, au tri et à la valorisation des biodéchets et 140 millions pour le recyclage des matières plastiques. Des sommes dont la Corse reçoit sa part, comme l'avait d'ailleurs fait remarquer Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué chargé des transports, en réponse à la question de Jean-Félix Acquaviva.

«Si la question des financements n'est pas à négliger, elle n'est pas la plus importante, remarquait Agnès Simonpietri, ancienne présidente de l'Office de l'environnement de la Corse et tête de liste Ecologia Sulidaria aux prochaines territoriales. Les moyens financiers existent, on le sait très bien. Les grands groupes aussi. Nous avons laissé pourrir la situation. Maintenant, face à nos difficultés, ils sont prêts à venir proposer des systèmes salvateurs qui sont ceux dont, initialement, nous ne voulions pas : des combustibles solides de récupération (CSR), de l'incinération sous le vocable de valorisation énergétique... Ils ne sont pas conformes à la loi, pas plus que le tri mécano-biologique ou l'enfouissement des déchets en vrac. Il est temps de mettre en œuvre la généralisation du tri des biodéchets et le traitement par compostage ou méthanisation. Ça doit être immédiat. De même que la facilitation du geste de tri par la collecte au porte-à-porte et l'incitation financière. Il faut diminuer de façon radicale et le stockage et les transports dont la maîtrise doit être publique. Enfin, le recyclage local, pour le verre par exemple qui pourrait être transformé en calcin pour le bâtiment ou les routes, c'est possible! Tout comme les car-

tons qu'on peut transformer en litière pour les animaux. Tout cela permet de réduire l'enfouissement. La baisse du coût des transports compense ce type d'investissement. Quant aux fleuves, si on leur donne une personnalité juridique, comme c'est le cas au Canada, leur intégrité serait préservée.»

Bref, il y a des solutions, mais que de ralentissements pour les mettre en œuvre! Leo Battesti, du collectif A maffia nò, a vita iè, était quant à lui présent à l'invitation des associations. Car le monde des déchets, avec encore quelques 170 000 tonnes à enfouir chaque année, c'est aussi tout autre chose, dont la rubrique des faits divers se fait régulièrement l'écho. «C'est devenu une industrie très rentable et convoitée, souligne-t-il. Si 15 engins ont été détruits, si 4 sociétés ont été visées par des attentats, ce n'est pas pour rien. Nous sommes face à une guerre larvée. En off, les représentants de l'Etat comme les responsables locaux le reconnaissent, mais parler ouvertement de dérive mafieuse, ça dérange. Même la presse peine à s'en faire l'écho, c'est pourquoi nous sommes présents surtout sur les réseaux. Et pourtant... Nous nous devons d'exiger la transparence : le coût à la tonne est 3 fois supérieur en Corse alors que la situation est désastreuse et que ces sommes pourraient être investies utilement pour une gestion équilibrée et de proximité. Ce n'est qu'en évoquant ouvertement ce sujet que nous avancerons, en évaluant ses conséquences financières, écologiques et humaines. Je crois aux démarches citoyennes : nous ne pouvons pas fonctionner par procuration. Par le biais associatif, il faut prendre le pouvoir pour influencer sur la gestion de la cité. Voyez l'enfouissement des terres amiantifères. Ce n'est pas anodin : certaines zones ne peuvent être urbanisées parce que les terres sont gorgées d'amiante. Il faut les évacuer. Or on sait les appétits mafieux qui gravitent autour du BTP. Quant au tri, moins on en a, plus le tonnage rapporte. Les associations le dénoncent inlassablement. Maintenant, dans la transparence, agissons. Nous avons posé sept questions aux candidats. Nous attendons leur réponse.» ■ Claire GIUDICI

ORIANE AVAZZERI-CECCHI

# LA FLEURISTE DES RÉSEAUX SOCIAUX



Photo Oriane Avazzeri-Cecchi

**Oriane Avazzeri-Cecchi, jeune fleuriste bastiaise de 23 ans,  
a lancé sa propre affaire, sobrement nommée Les Fleurs, en décembre 2018.**

**Installée sur la place du marché de Bastia,**

**elle a su tirer parti des réseaux sociaux pour promouvoir son activité.**

**Quel est votre parcours ?**

J'ai obtenu un bac S puis je suis partie à l'Université à Corte, en licence d'espagnol, durant six mois. Je me suis retrouvée un peu paumée, c'était vraiment une année « sabbatique ». Il se trouve que j'ai toujours été attirée par le métier de fleuriste. C'est une passion depuis que je suis petite. Et c'est une façon, aussi, de faire vivre la passion de ma mère qui n'a pas pu réaliser ce projet. À l'époque, ce n'était pas aussi simple, il n'y avait pas autant d'aides. Et puis j'ai eu la chance de rencontrer une fleuriste qui était juste en bas de mon immeuble et qui m'a un peu prise sous son aile et je me suis rendu compte que je voulais faire ce métier. Je suis donc partie faire un CAP à l'École des fleuristes de Paris.

**En quoi consiste cette formation ?**

On apprend surtout la base, les fleurs, l'entretien. On apprend aussi la gestion d'une boutique, ce qui m'a beaucoup aidée. On nous y enseigne surtout, ce qu'il y a à faire avec la fleur, car la fleuristerie, ce n'est pas juste du bouquet. Ce n'est pas un parcours commun, ça peut faire peur à beaucoup de parents, dont les miens, mais je pense que ça vaut le coup. C'est un bon parcours, c'est une formation professionnelle. Je savais qu'au bout de huit mois de formation, je pouvais travailler car cela nous apporte un vrai bagage. Je suis ensuite rentrée ici pour trouver du travail et finalement j'ai ouvert ma boutique.

**Pourquoi avoir entrepris ce projet à un si jeune âge ?**

Quand je suis revenue en Corse, j'ai commencé à démarcher les fleuristes pour postuler et essayer de trouver un travail. Et là, je me suis dit « aïe ». Ce n'est pas facile, on prend beaucoup de murs, les fleuristes ne sont pas habitués à être démarchés. Quand ils cherchent, ils postent une annonce. Ils sont un peu sur la retenue, ils ont un peu peur de ce qu'on peut leur apporter. On m'a souvent dit qu'on n'avait pas besoin, qu'on me rappellerait, mais seulement pour les périodes de rush, comme la fête des mères ou la St Valentin... Quand on dit qu'on a un CAP fleuriste, qu'on a fait l'école de Paris, on est beaucoup jugé. Ce sont presque des démarches à contrecœur. Puis, j'ai eu l'opportunité d'ouvrir ma boutique. Il faut dire que j'ai des parents commerçants. J'ai donc été aidée et briefée. C'est de l'artisanat, des conditions de travail qui sont compliquées, donc autant aller au travail avec l'envie. Et l'envie, c'est de faire des choses qui me plaisent. Et c'est surtout monter quelque chose, réaliser un petit projet personnel, en être fière, et rendre fiers mes parents.

**Créer son entreprise, trouver les financements nécessaires n'est pas toujours aisé, surtout lorsqu'on est jeune. Comment se sont passées vos démarches ?**

Ce n'était pas simple, surtout avec la banque qui demande un prévisionnel, des comptes, des moyens financiers, un projet solide. Maintenant, je suis très bien avec mon banquier, mais au début c'était : « les fleurs, en ce moment, ce n'est pas à la mode ». Du coup, a fallu vraiment lui vendre mon projet, en lui disant que j'étais prête, en expliquant que j'avais des parents commerçants qui m'ont bien briefée, qui m'ont dit que le commerce ce n'était pas évident. J'ai également expliqué que je comptais apporter quelque chose de nouveau, qui ne se faisait pas ici, apporter un peu de jeunesse et toucher une autre population qui d'habitude n'achetait pas de fleurs. Après, avec un prévisionnel et de bonnes bases, la banque a fini par m'accorder un prêt, mais c'est vrai qu'au début ce n'est pas évident et que nous ne sommes pas forcément soutenus par le côté financier.

**Que vouliez-vous apporter de nouveau, notamment ?**

C'était surtout la fleur séchée, qui se faisait à Paris et qui ne se faisait pas ici. Et aussi sortir de toute cette partie, un peu morose, classique, avec des bouquets ronds... Sortir de la fleur qu'on achetait pour les enterrements, je voulais apporter le côté champêtre qui était à la mode et qu'on voyait beaucoup sur les réseaux sociaux et sur les magazines, aussi.

**Pour toucher une nouvelle clientèle, plus jeune, comment avez-vous procédé ?**

J'ai eu la chance de trouver un très bon emplacement sur la place du marché. Mais pour me faire connaître, j'ai tout misé sur les réseaux sociaux. J'ai réalisé une charte graphique, un logo, ce qui a suscité la curiosité des gens sur Instagram. Quand j'ai annoncé le projet en amont, avant même que la boutique ne soit ouverte, j'avais déjà lancé ça sur les réseaux. J'ai vraiment fait beaucoup de communication. C'est vraiment comme ça que j'ai amorcé une clientèle.

**Vous avez d'ailleurs plus de 6000 abonnés...**

Le travail, c'est de la communication. Vendre du rêve à travers de bonnes photos, c'est quelque chose que j'ai toujours aimé. J'aime beaucoup voyager et prendre des photos, mettre des hashtags, j'avais des likes sur mon compte perso. Nous vivons avec un téléphone à la main. Nous savons comment vivent

*« Maintenant, je suis très bien avec mon banquier, mais au début c'était : « les fleurs, en ce moment, ce n'est pas à la mode ». »*



Photo Oriane Avazzeri-Cecchi

*«Le secret, c'est de mettre en avant le produit et de le vendre sur Instagram à travers un feed harmonieux qui donne envie d'acheter des fleurs, qui donne du baume au cœur quand on regarde les photos.»*

les réseaux sociaux. Mais le secret, c'est de mettre en avant le produit et de le vendre sur Instagram à travers un feed harmonieux qui donne envie d'acheter des fleurs, qui donne du baume au cœur quand on regarde les photos. C'est comme ça qu'on crée une visibilité et une petite communauté et ça ne coûte vraiment rien du tout. Selon moi, c'est mieux que de la publicité papier, qu'on va jeter ou de la radio qu'on va écouter en fond sonore en n'étant pas du tout concentré au moment des pubs. Les réseaux sociaux, c'est l'endroit où les gens travaillent, se rencontrent et discutent. C'est ça qui est important, maintenant.

### **C'est un gros investissement, en terme de temps ?**

C'est beaucoup de temps. Il faut sans cesse se réinventer, un truc marche et tout le monde va faire la même chose. Il ne faut jamais lasser une communauté et toujours surprendre, à travers des photos et des nouveaux styles de bouquets. Suivre l'actualité des fleurs, faire des produits de saison mais aussi proposer divers produits, de la naissance jusqu'au décès. J'ai eu la chance de pouvoir travailler avec des bloggeuses qui ont soutenu le projet dès le début, ça m'a quand même donné un bon coup de pouce. Mais ce n'est pas évident, il y a une forte concurrence. Il faut trouver des collaborations, j'aime bien travailler avec des artisans et d'autres commerçants bastiais. Mais ce n'est pas évident et je suis contente d'être arrivée là, en si peu de temps. Je pense aussi que c'est parce que je suis jeune et que j'ai touché

une clientèle assez jeune. Je me dis qu'à l'époque, ils n'achetaient pas beaucoup de fleurs et que c'est peut-être en me voyant sur les réseaux et en découvrant mon travail qu'il se sont mis à en acheter. Pour les jeunes, il faut dépoussiérer les fleurs, leur montrer que les fleurs ce ne sont pas que des bouquets ronds, hyper formels, avec une collerette autour.

### **Comme tous les commerçants, vous avez dû faire face à la crise de la Covid 19 avec tout ce que ça suppose comme restrictions et perte d'activité. Comment l'avez-vous vécu ?**

Avec beaucoup de stress, mais j'ai été un peu sauvée grâce aux réseaux sociaux, sur lesquels j'ai fait de la vente qui a été vraiment énorme. Je pense aussi que ça n'a pas été catastrophique pour les fleuristes en général. Nous avons pu être ouverts pour le deuxième confinement, faire du click and collect, je pense que nous avons sauvé les meubles. L'an passé, la saison des mariages a été perdue. On n'a pas perdu d'argent, mais on n'a pas pu gagner ce qui aurait dû nous faire vivre durant les mois compliqués d'hiver, car la saison a été décalée en 2021. Mais nous avons limité la casse, même si pour l'instant ce n'est pas gagné. Cela dit, je remarque que pendant le confinement, les gens ont acheté des fleurs parce qu'il y a des anniversaires, des naissances. On m'a même déjà dit, «si les boutiques n'étaient pas fermées, je n'aurais pas pensé à un bouquet de fleurs». ■

Entretien avec Christophe GIUDICELLI.

## ÉNERGIE

### Renouvellement du parc éolien d'Ersa et Rogliano



**Le 10 mai**, EDF Renouvelables, filiale du groupe EDF, a annoncé le lancement des travaux de renouvellement de l'ensemble des turbines du parc éolien d'Ersa et Rogliano qui avaient été installées en 2000. Après 6 mois de chantier en 2020 centrés sur la déconstruction du parc éolien, la seconde phase du chantier s'ouvre pour une durée de 18 mois. Le projet porte sur l'installation de 13 éoliennes [9 sur le territoire d'Ersa et 4 sur celui de Rogliano] de nouvelle génération, présentant un gain de productivité de 25 % par rapport aux anciennes, précise EDF Renouvelables. De ce fait, elles auront au total la même capacité que les 20 installées précédemment, soit près de 12 MW. En revanche, elles auront un gabarit plus important que les anciennes : la hauteur du mât atteindra 45 m [contre 40 m précédemment] et le diamètre du rotor sera de 44 m [contre 43 m précédemment], pour une hauteur totale en bout de pales de 67 m. Le nouveau parc devrait produire l'équivalent des besoins électriques de 15 000 habitants « soit deux fois plus que la population totale de la Communauté de communes du Cap Corse, leur permettant ainsi de bénéficier d'une énergie renouvelable produite localement ». Il devrait également offrir une meilleure performance acoustique et paysagère, l'implantation de ces éoliennes « plus silencieuses que les précédentes » ayant été éloignée des premières habitations. Ce parc vise à contribuer aux objectifs de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) de la Corse qui prévoit une augmentation de 38 % de la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables d'ici 2023. ■ AN

## BIODIVERSITÉ

### Dernière phase de La planète revisitée en Corse



**Le 10 mai**, l'équipe de scientifiques du programme d'exploration de la biodiversité La planète revisitée en Corse ont entamé leur dernière mission de terrain qui s'achèvera le 28 mai. Menée depuis 2019 par le Muséum national d'histoire naturelle, en partenariat avec la Collectivité de Corse et l'Office français de la biodiversité, cette expédition a pour objectif de moderniser les inventaires de taxons méditerranéens en les enrichissant d'images numériques et en prélevant des échantillons de tissus destinés au séquençage ADN. Algues, invertébrés marins, crustacés, mollusques, insectes et autres invertébrés sont la cible principale de cet inventaire qui se déroule cette fois sur la côte occidentale depuis Cargese jusqu'à la pointe de la Revellata pour le volet marin, et dans le Cap Corse et la côte orientale pour le volet terrestre. L'échantillonnage réalisé viendra ainsi compléter les données scientifiques collectées jour après jour au cours des différentes missions scientifiques, par les acteurs de la conservation de la nature et du développement durable de l'île tels que le Parc naturel régional de la Corse, l'Université de Corse, le Conservatoire des espaces naturels de Corse, sous l'égide de la Collectivité de Corse et de l'Office de l'Environnement. Grâce aux moyens déployés, cet inventaire de biodiversité sera une référence à la fois pour la Corse et le continent, mais aussi pour les grandes îles de Méditerranée. Entre 2019 et 2020, cette mission a permis, pour le volet marin, l'échantillonnage de 2 069 espèces photographiées et prélevées pour l'ADN, la découverte de trois espèces nouvelles pour la science qui ont fait l'objet de publications scientifiques et la production de 950 données publiques diffusées sur le site des collections du muséum. Pour le volet terrestre, 5 326 spécimens ont été échantillonnés et séquencés, deux espèces nouvelles pour la science ont fait l'objet de publications scientifiques et 20 800 données publiques portant sur 2 900 espèces ont été diffusées sur le site de l'Inventaire national du patrimoine naturel. ■ AN

Savoir + : <http://laplaneterevisitee-corse.mnhn.fr/>

#### Les chiffres de la semaine

# 52 %

des Français sondés par l'Ifop pour le site [Voyageavecvous.fr](http://Voyageavecvous.fr) partiront en vacances cet été, un taux supérieur à 2020 (44 %) mais très inférieur à une année sans Covid-19 (60 % en 2019). La part de vacanciers « pessimistes sur le fait qu'elles puissent se dérouler comme ils le souhaitent » est de 35 % contre 19 % en 2020. Les intentions de départ en vacances des Français issus des catégories les plus modestes (35 %) sont en recul de 12 points par rapport à 2020.

#### Les chiffres de la semaine

# 49 %

part des plastiques à usage unique dans les déchets marins retrouvés sur les plages européennes et deux produits sont à l'origine de 40 % de ces déchets plastiques à usage unique : la bouteille plastique (21 %) et le mégot (19 %) selon une étude d'impact de la Commission européenne. Et selon l'ONU 1,5 milliard de masques ont déjà rejoint les océans, rappelle No Plastic in my sea qui organise le #NoPlasticChallenge du 25 mai au 15 juin.

#### Les chiffres de la semaine

# 30 000

doses de vaccin administrées, à la date du 6 mai, au centre de vaccination de Baleone, ouvert depuis le 11 février 2021 dans le centre commercial E. Leclerc Baleone. Il mobilise 15 médecins, 15 infirmières et infirmiers, 10 secrétaires et 25 pompiers qui se relayent pour accueillir de 500 et 1 300 patients par jour. À cette date, 34,6 % de la population insulaire avait reçu une première dose et 18,5 % avait reçu deux doses.

TRAVAILLEURS-CLÉS

# LES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE



Photo Griffin Woodridge • Unsplash

**De récentes publications de l'Insee mettent en évidence une majorité de femmes parmi les travailleurs-clés exposés au coronavirus. Leur part en Corse était toutefois moins élevée que dans d'autres régions. Pour autant, 58 % des quelque 29000 travailleurs insulaires qui ont travaillé en présentiel au printemps 2020, lors du confinement, étaient des femmes.**

Le 17 mars 2020 débutait en France un confinement généralisé. Une première dans l'histoire du pays, ont fait observer certains historiens. La mise à l'arrêt brutal de certaines activités engendrait alors un recours massif au télétravail. Cependant, dans d'autres secteurs, des travailleurs ont assuré leurs fonctions en se rendant quotidiennement sur leur lieu de travail, continuant d'exercer leur activité en présentiel afin de pourvoir aux besoins vitaux de la population. On découvrait alors la notion de «métiers-clés» et de «travailleurs-clés»: des personnes qui n'ont généralement pas des milliers de followers sur Instagram ou Twitter, qui ne sont ni décideurs ni influenceurs (et dont on se soucie bien rarement de recueillir l'opinion), dont les salaires ne sont guère élevés (lorsqu'ils ne sont pas maigres) et dont on s'avisait subitement qu'ils étaient indispensables à la bonne marche du pays et de son fonctionnement quotidien. Des salariés exerçant notamment dans les métiers de l'urgence ou de la santé, mais aussi de l'alimentation, des transports ou de la sécurité. Une grille des professions-clés a été définie «par l'Observatoire régional de la santé [ORS] Île-de-France en combinant la liste réglementaire établie par le ministère de la Santé sur les activités autorisées [arrêté ministériel du 15 mars 2020] et d'autres listes pragmatiques [guides de bonnes pratiques par métier, conseil de l'Institut national de recherche et de sécurité] édités au mois de mars 2020, indique l'Insee. Cette liste de 35 métiers revêt inévitablement une part d'arbitraire comme toute classification, mais elle permet notamment de repérer les travailleurs qui ont été les plus concernés par ces activités de l'urgence et des besoins vitaux lors

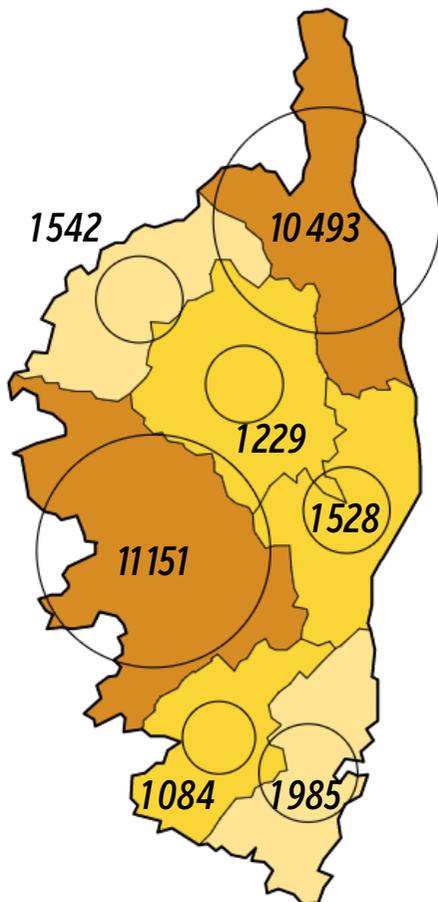
du premier confinement». Les métiers-clés peuvent être classés selon quatre niveaux d'exposition au risque de contamination. La première sphère comprend les professions hospitalières, les plus exposées au risque. La deuxième sphère est celle des métiers sanitaires et sociaux, en contact avec des patients en dehors de l'hôpital. La troisième est constituée de métiers en contacts fréquents avec des collègues ou des clients, principalement exercés dans les domaines du commerce dit «essentiel». La quatrième sphère est celle des professions pour lesquelles les contacts avec les collègues ou les clients sont occasionnels et dont les risques d'exposition ont été considérés comme moins élevés: facteurs, forces de l'ordre, livreurs ou routiers.

La part de ces travailleurs-clés varie selon les régions. Ainsi, en Île-de-France, où on dénombre plus de 765000 personnes exerçant un des 35 métiers-clés, ils ne représentaient que 14 % des actifs en emploi vivant dans la région contre une moyenne de 21 % en province. Près de la moitié travaillaient dans les domaines de la santé et du médico-social, secteurs les plus exposés à la Covid-19, et bien peu résidaient à Paris alors qu'ils étaient surreprésentés en Seine-Saint-Denis ainsi qu'aux «franges» de la région. Par ailleurs, 37 % de ces travailleurs (soit 283000 personnes) prenaient habituellement les transports en commun, ce qui peut accroître leur exposition au risque sanitaire. Dans le Grand Est, par contre, 468500 actifs exerçaient un métier clé, soit 20,9 % des actifs en emploi vivant dans la région, 23 % étaient employés de la fonction publique, en raison du grand nombre d'employés des hôpitaux, et 27 % des femmes en emploi de la région étaient

Part des travailleurs-clés (en %)



Nombre de travailleurs clés



Source : Insee, recensement de la population 2017, exploitation complémentaire.

Dans la sphère 1 on dénombrait en Corse : 1834 aides soignants dont 86,8 % de femmes ; 2496 infirmiers hospitaliers (dont 80,2 % de femmes) ; 1593 agents hospitaliers (dont 72,5 % de femmes) et 394 médecins hospitaliers (dont 45,9 %).

Dans la sphère 2 : 132 sages-femmes (97,8 de femmes) ; 2800 aides à domicile (96,9 % de femmes) ; 850 pharmaciens (77,6 % de femmes) ; 1251 infirmiers libéraux (76,7 de femmes) ; 682 médecins libéraux (30,9 % de femmes).

Dans la sphère 3 : 1122 agents de nettoyage (77,1 % de femmes) ; 4211 caissiers vendeurs (71,8 % de femmes) ; 827 techniciens essentiels (36,7 de femmes) ; 786 boulangers (22,5 % de femmes) ; 624 pompiers (4,2 % de femmes) ; 506 employés alimentaires (46,8 % de femmes), 478 buralistes (61,5 % de femmes) ; 447 bouchers (8 % de femmes) 399 ambulanciers (20,1 % de femmes) ; 256 employés alimentaires froid (46,6 % de femmes), 207 éboueurs (1,5 % de femmes), 172 surveillants de prison (30 % de femmes) et 416 personnes appartenant aux autres métiers-clés tels que vétérinaires, taxis, charcutiers, personnel funéraire, personnel du transport public, ouvriers de l'industrie essentielle, dont 25,3 % de femmes.

Dans la sphère 4 : 1 221 facteurs (55 % de femmes) ; 1205 membres des forces de l'ordre (23,4 % de femmes), 1304 livreurs (4,3 % de femmes) ; 1331 routiers (1,1 % de femmes) et 118 personnes exerçant des professions telles que cuisinier en structure/collectivité et exploitant de station-service (20,7 % de femmes).

des travailleuses clés, contre 16 % des hommes.

En Corse, plus de 29 000 personnes exerçaient un des 35 métiers-clés, soit 22 % de la population active en emploi, ce qui situe l'île à la 2<sup>e</sup> place des régions présentant la part la plus élevée de travailleurs-clés, derrière la Bretagne [23 %], la région Auvergne-Rhône-Alpes occupant la 3<sup>e</sup> place avec 19 %. Les professions de la première sphère, moins présentes en Corse que dans les autres régions de province constituaient 22 % des travailleurs-clés contre 28 %, les infirmiers hospitaliers, avec près de 3 000 actifs étant les plus représentés. En revanche, les travailleurs de la deuxième sphère représentaient 24 % des travailleurs-clés corses contre 21 % en province. Ce sont principalement les métiers de la santé exercés en libéral et les aides à domicile. La troisième sphère regroupait 36 % de travailleurs-clés de l'île, un niveau équivalent à la France de province. Enfin, la quatrième sphère représentait 18 % des travailleurs-clés insulaires contre une moyenne de 16 % en province.

Avec près de 17 000 actives, les femmes exerçaient 58 % des métiers-clés de Corse. Un taux toutefois inférieur à celui de la France de province, puisque l'île figure à l'avant-dernière place des régions juste devant Hauts-De-France [57 %] alors que Bourgogne-Franche-Comté et Nouvelle Aquitaine, en tête, affichent 62 %. C'est dans les deux premières sphères que les femmes étaient particulièrement présentes : 78 % des actifs de la sphère hospitalière et 77 % de la sphère sanitaire et sociale de Corse, ce qui est inférieur à la moyenne de province [respectivement 84 % et 81 % de femmes]. Si certains métiers de ces sphères sont for-

tement féminisés -sages-femmes et aides à domicile sont des métiers presque exclusivement féminins et huit aides-soignants et infirmiers hospitaliers sur dix sont des femmes- la gent féminine insulaire est moins présente dans les métiers relevant de catégories socio-professionnelles supérieures : parmi les médecins libéraux ou hospitaliers, la part de femmes est inférieure à celle des hommes, respectivement 31 % et 46 % de femmes.

Plus mixte, la troisième sphère était constituée de 51 % de femmes en Corse contre 48 % en province, certains de ces métiers essentiels étant cela dit majoritairement féminisés, notamment pour les agents de nettoyage [77 % de femmes] et caissiers ou vendeurs des commerces [72 %]. Enfin, les femmes étaient moins présentes dans la quatrième sphère où elles représentaient moins de 21 % des actifs, part toutefois supérieure à celle de province [17 %].

On observe également que les zones d'emploi d'Ajaccio et Bastia sont celles concentrant les trois quarts des travailleurs-clés insulaires, ils y représentaient près de 23 % des actifs en emploi. En effet, les deux plus importants centres hospitaliers insulaires, situés dans les deux villes principales, comptent parmi les plus gros employeurs de la région. A contrario, dans les zones d'emploi de Porto-Vecchio et Calvi les travailleurs-clés étaient moins représentés [respectivement 18,5 % et 17,4 % des actifs en emploi]. ■ PMP

Sources : Une majorité de femmes parmi les « travailleurs clés », par Isabelle Manné et Vincent Nieto (Insee Grand Est) ; Une majorité de femmes parmi les travailleurs exposés au coronavirus, Arnaud Huyssen, Marie-Pierre Nicolai (Insee Corse), 765 000 travailleurs-clés franciliens répondent aux besoins fondamentaux de la population, par Florence Faucon, Karl Pancarte, Clotilde Sarron (Insee Île-de-France), Isabelle Grémy, Adrien Saunal, Maylis Telle-Lamberton (ORS Île-de-France)

«L'ORIU DI I LESTRIGONI»

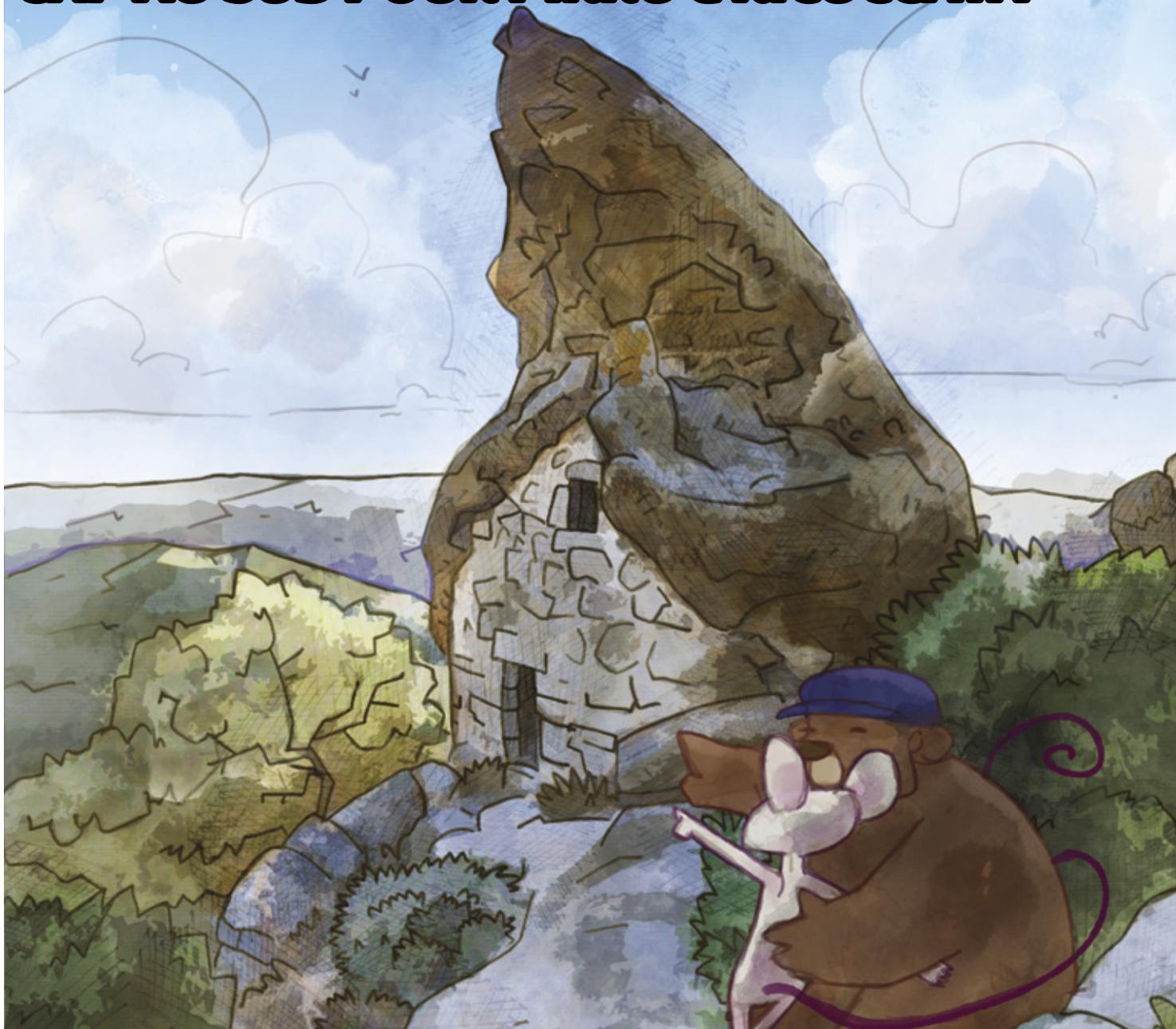
**CAP AU SUD POUR PIRRU È RICUCCATA**

Illustration Fabien Mariani

**L'ours et la souris les plus célèbres de Corse, Pirru è Ricuccata, poursuivent leurs aventures à travers les pieve corses, découvrant leur paèuatrième tome, prévu pour Noël, leur quête les amène vers Bonifacio, la pian'd'Avretu et la pieve de la Rocca.**

**F**able pour enfants, mais aussi pour adultes, Pirru è Ricuccata narre les aventures d'un ours et d'une souris, unis dans une quête effrénée, celle du cornu sacru, objet magique dérobé par l'affreux pinzachu, le charançon. Elle les conduit à travers toute la Corse et ses différentes pieve. L'aventure a débuté à Bastia, en 2018, sur une idée de Paul Turchi-Duriani et de la chanteuse Doria Ousset. Doctorant en histoire moderne à l'Université de Corse, Paul Turchi-Duriani, féru de littérature, de cinéma, a pris l'habitude, chaque soir, de faire la lecture à ses filles. «J'aime les initier à la littérature, et lorsqu'on lit des contes ou des fables, au bout d'un moment, par manque de matière, on finit par en inventer. Par ailleurs, j'ai vite remarqué qu'il y avait un déficit de contes en langue corse. Nous avons donc eu l'idée d'un livre, qui collait avec ce qu'on avait initié avec l'école Praticalingua et devait permettre de raconter

une histoire en langue corse, en totale immersion, mais aussi, et c'est un point très important pour moi, de mettre en valeur le patrimoine de l'île. Car il est indissociable de la langue, de la terre et de ses femmes et hommes. J'apprécie particulièrement les histoires contées par ou via les animaux, et en s'inspirant du Moyen Âge et de ces enluminures où on caricature le pape en âne et les cardinaux en singes, nous avons pris pour point de départ des caricatures de nous-mêmes: Doria en souris et moi en ours. L'histoire commence à Bastia, où Ricuccata est envoyée sur les traces du cornu sacru, et rencontre l'ours Pirru. Il y a une part de tragédie grecque également, avec la présence d'un deus ex-machina en la personne du magu qui les aiguille de temps en temps. C'est une histoire traditionnelle et comme j'aime aussi les schémas synchroniques, comme Le héros aux mille et un visages de Joseph Campbell, j'ai essayé de mettre tout ça dans ce conte.



Pour que les enfants y adhèrent de manière ludique, nous avons eu l'idée de doubler le livre avec un CD. Parce que tous les parents ne lisent pas le corse, ou n'ont pas le temps de le faire, qu'on peut l'écouter partout, que ça donne une dimension supplémentaire à l'histoire. Cependant, ça ne nous convenait pas entièrement. Nous ne voulions pas d'une narratrice unique, déclinant le conte d'une seule voix. Nous voulions que l'histoire soit véritablement vécue. Nous avons donc décidé de contacter des personnalités aux voix connues et facilement identifiables. À chaque tome, en plus de la narratrice permanente, Anna Rocchi, et des personnages principaux\*, nous avons des invités en fonction des pieve que les héros visitent». Après la Balagne et la pieve de l'Ornano, les deux héros se dirigent à présent sur Bonifacio, sa citadelle et ses remparts, la pian'd'avretu et la Rocca où ils se lieront avec de nouveaux personnages, prêts à les aider ou leur tendre de nouveaux pièges, et à qui les personnalités locales telles que Alain Di Meglio, Ghjuvan'Federicu Terrazzoni, Natali Valli ou Don Mathieu Santini prêteront leur voix. Au delà des éléments de patrimoine, Pirru è Ricuccata est également un formidable outil d'apprentissage de la langue corse et de ses variétés linguistiques. « Nous voulions que ce conte, qui a plusieurs degrés de lecture puisqu'on y trouve aussi une certaine morale et des caricatures de notre société actuelle, soit un outil et qu'en dehors de la narratrice, qui parle le corse du centru Corsica, on y parle le corse des différentes pieve. Car le pire qui puisse arriver, au delà de la disparition de la langue, c'est d'avoir une langue centralisée, jacobine dirais-je, qui efface les variétés et particularités. Si, dans le tome II, on ne se rend pas trop compte des particularismes, le balanin étant très proche du corse qu'on entend à Bastia et tous les jours dans les médias, en revanche dans le volume suivant, on entend véritablement les propriétés linguistiques des pieve du sud avec l'ajaccien, le taravese, et même u cinarchese. Chacun a ses variétés et apporte ce petit plus au niveau linguistique. C'était très important, nous voulions que les enfants d'Ajaccio, par exemple, se disent «tiens on entend notre langue dans ce livre», que cela les interpelle, qu'il y ait une identification avec leur quotidien. Dans le prochain tome on entendra donc aussi du bonifazinchu ou du corse de la pian'd'Avretu. » Les volumes s'accompagnent aussi d'un e-book à télécharger, pour ordinateurs, tablettes et smartphones. Le tome I est d'ores et déjà disponible sur internet et les tomes II et III devraient suivre sous peu. Pour compléter ce travail, les auteurs se sont attaché le concours de nombreux intervenants, animateurs radio, personnalités du monde culturel et chanteurs insulaires tel Doria Ousset, qui est également la directrice artistique, dont les voix et les arrangements musicaux accompagnent les aventures des deux compères. Les voix des différents animaux et végétaux prenant vie ressemblent particulièrement aux personnages leur prêtant leur voix ce qui renforce une certaine identification aux personnages et favorise une approche ludique des espèces endémiques. L'auditeur reconnaîtra les voix d'Hubert Tempête, Francine Massiani, Jean-Charles Marsily, Antoine Ciosi, Jean-Claude Acquaviva, Jean Pruneta, Léa Antona, Anna Rocchi ou Lavighju Franceschi et tant d'autres voix familières. Les histoires sont illustrées de dessins de Fabien Mariani, à la croisée du livre d'histoire et du dessin animé. « Pour les

musiques, il y a des chansons plutôt variétés et des chansons traditionnelles, transformées de temps à autre pour les faire coller à l'action en changeant parfois les paroles ». Un petit lexique en fin d'ouvrage offre une présentation succincte des animaux, végétaux et éléments patrimoniaux découverts lors de chaque aventure, permettant de passer de la fable à la réalité. Livres et CD sont intégralement produits en Corse et 100 % des intervenants, du studio d'enregistrement aux doublures vocales, en passant par l'illustrateur et les développeurs de l'application, sont issus de l'entrepreneuriat insulaire. « Une belle aventure collective, car seul je n'aurais jamais pu le faire. Nous pouvons compter sur le partenariat de la CdC, de RCFM, qui prête ses studios pour les enregistrements, sur une solide équipe artistique et sur nos invités. On termine toujours un tome totalement épuisé, car il faut plus d'un an pour tout boucler, mais ça nous laisse des souvenirs impérissables. Et la fierté de travailler avec des artistes qui n'hésitent pas à faire des kilomètres pour prêter leur voix et tout donner pour les enfants. Tout un élan, aussi, de la part d'anonymes qui font découvrir leur pieve, narrent les histoires de ces lieux méconnus. Des moments de partages, de bonne humeur, de bonheur et de corsitude que les lecteurs-auditeurs, nous l'espérons, retrouveront dans nos livres. »

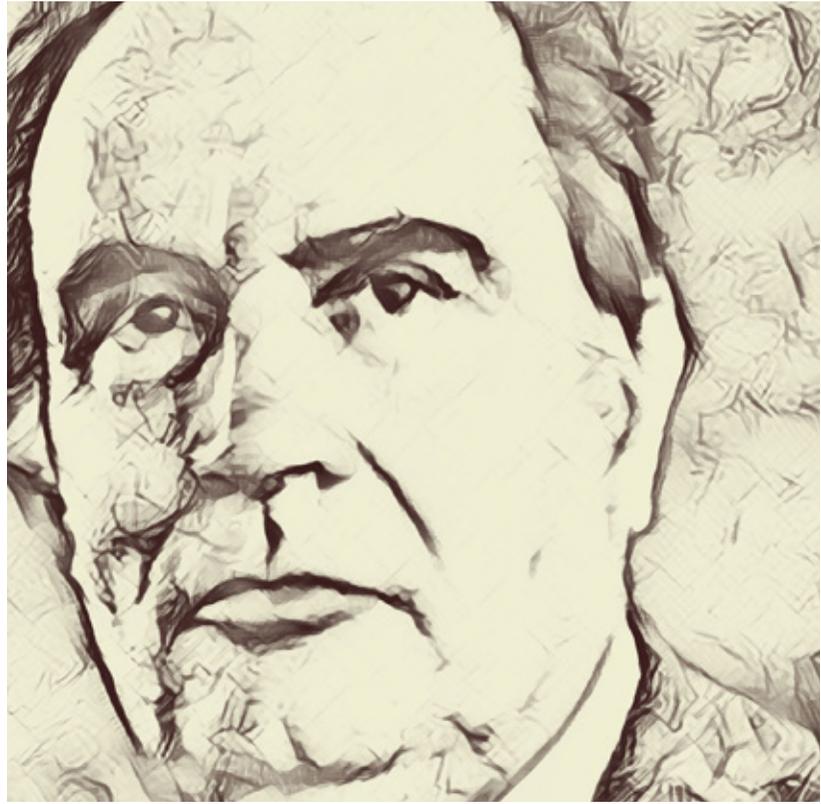
Outre favoriser l'apprentissage du corse en immersion, renforcer le lien familial autour de la langue, l'objectif du projet est aussi d'amener à se réapproprier le patrimoine à travers ses noms et son histoire. « Afin de comprendre que la langue est attachée à une terre, une histoire commune, la leur, et que ce n'est pas seulement un objet linguistique ou scolaire. Ce doit être une expression vivante, qui peut être drôle, triste, et qui surtout sert à nous repérer dans notre espace. Il est à noter, et c'est une forme de victoire, que beaucoup d'écoles utilisent nos volumes dans le cadre de l'apprentissage du corse, car plutôt que d'être scolaires, nos manuels sont vivants. Les retours sont plus qu'encourageants. Comme ce petit qui, passant devant une porte avec son maître lors d'une sortie immersive, fait une réflexion sur ce qu'il avait lu, ou ce père de famille qui a redécouvert certains lieux à Bastia. Notre plus belle récompense serait que des familles, en ayant lu les contes, partent découvrir les lieux qui y sont décrits, aient envie de redécouvrir notre patrimoine. Qu'on prenne conscience que la Corse ce n'est pas seulement l'axe Aiacciu-Corti-Bastia, mais au contraire que nos pieve sont d'une richesse historique et patrimoniale quasi inépuisable. Que le sud n'est pas seulement un lieu de villégiature estivale, qu'Aiacciu n'est pas un grand centre commercial, que le reste n'est pas qu'un désert. Que toute cette richesse n'est pas la propriété d'une collectivité, n'est pas seulement un musée, mais que tout cela nous appartient et est vivant. Si un jour, un seul enfant, qui a lu Pirru è Ricuccata, devient maire ou conseiller territorial et se dit « Je vais sauver ces pierres qui tombent en ruines parce que ça fait partie de mon histoire, de mon héritage culturel », en se souvenant du renard, dans le tome II, qui voulait détruire le village abandonné de Occi et s'est heurté à la pugnacité de nos héros, ce sera une belle et grande victoire pour nous. » ■ Xavier LORENZI

\*Ricuccata (Doria Ousset), U pinzachju (Anghjulu Mari), U magu (Paul Frédéric Antonipietri, Pirru (Paul Turchi-Duriani).

# CARNETS DE BORD

## MITTERRAND, TAPIE ET LES LIBERTÉS INDIVIDUELLES

par Béatrice HOUCHARD



**O**verdose de commémorations! Bicentenaire de la mort de Napoléon le 5 mai. Soixante-seizième anniversaire de la capitulation de l'Allemagne le 8. Journée de l'Europe le 9. Anniversaire de l'abolition de l'esclavage et quarante ans de la victoire de François Mitterrand le 10. N'en jetez plus, on aurait même pu ajouter les cent ans du 5 de Chanel [5 mai] et, le 8, le cent quarante-et-unième anniversaire de la mort de Gustave Flaubert, dont on célébrera le bicentenaire de la naissance le 12 décembre. Editions spéciales de toute la presse, notamment régionale, tables rondes, hommages divers, interviewes de Jack Lang à tire-larigot, documentaires et même une « nuit spécial Mitterrand » sur une chaîne de télévision. Ce n'est plus un anniversaire, c'est une célébration! Les socialistes versent une larme sur ce temps où le PS pouvait gagner une élection présidentielle alors qu'il n'est même pas sûr d'avoir un candidat en 2022 et qu'il a déjà fait une croix sur la victoire. Les plus vieux repensent à leur jeunesse et croient [à tort] que c'était mieux avant. Les plus jeunes n'en croient pas leurs yeux ni leurs oreilles.

Le 10 mai [on n'a même plus besoin d'ajouter que c'était en 1981] est une date historique. La seule date d'élection présidentielle qui passera à la postérité, avec peut-être le 21 avril 2002 qui vit Jean-Marie Le Pen éliminer un autre socialiste, Lionel Jospin... On ne va pas faire ici le bilan du mitterrandisme, ce serait trop long et parfois trop cruel. Après le Cartel des gauches, le Front populaire et les onze mois de Pierre Mendès France à Matignon, un socialiste, fût-il de fraîche date, entré à l'Élysée et la France, ce jour-là, fut coupée en deux comme jamais. Entre la gauche et la droite, mais surtout entre ceux qui pensaient que le bonheur venait de tomber sur la France [il n'y aurait plus de chômeurs, plus de crise, plus de misère...] et, en face, ceux qui pleuraient en attendant la fin du monde, qui devait commencer dès le lendemain avec l'arrivée, place de la Concorde, des chars soviétiques. Les chars ne sont jamais venus. Quant au bonheur...

Jeune journaliste à *La Nouvelle République* à Blois, je n'ai jamais oublié ces deux France irréconciliables, celle qui voyait la lumière et

celle qui broyait du noir, celle qui chantait et celle qui pleurait. Le plus fascinant étant que tous étaient sincères. Était-il sincère aussi ou seulement militant, le quotidien *Le Monde*, en écrivant dans l'édition du 12 mai 1981, à propos de la victoire de François Mitterrand sur Valéry Giscard d'Estaing: « Cette victoire, c'est enfin celle du respect sur le dédain, du réalisme sur l'illusion, de la franchise sur l'artifice, bref, celle d'une certaine morale. » On a connu commentaire plus subtil, mais il dit beaucoup de l'air de ce temps-là.

### MR BERNARD ET DR TAPIE

Un nouvel épisode du feuilleton Tapie-Adidas-Crédit Lyonnais vient de s'ouvrir devant la Cour d'Appel de Paris. On a oublié les tenants et aboutissants de cette affaire de gros sous compliquée de soubresauts juridiques, qui dure depuis plus de deux décennies. Reste l'acteur principal. Dieu sait qu'on a pu le détester, ce Bernard Tapie arrogant, vulgaire et hâbleur, qui ne résistait jamais à un coup de gueule, voire à des menaces, quand on le suivait en campagne électorale dans la Marseille politiquement instable de l'après-Gaston Defferre et de l'avant-Jean-Claude Gaudin. C'était à la fin des années 1980, Bernard Tapie se voyait déjà à la mairie, Jean-Marie Le Pen aussi. Aussi roublards l'un que l'autre, et probablement d'accord, ils avaient réussi à faire croire, lors d'élections législatives, qu'ils se présentaient l'un contre l'autre. Pas de chance, ils concouraient dans deux circonscriptions distinctes, mais la com'avait fonctionné... Plus tard, Tapie, qui fascinait Mitterrand, est devenu député, puis ministre, puis mis en examen, puis de nouveau ministre, puis condamné et enfermé 165 jours en prison. Il est aussi le seul président de club à avoir gagné la Ligue des Champions, avec l'OM. C'était en 1993 et le PSG ne parvient toujours pas à le rejoindre au firmament du football. Près de trente ans après, cheveux blancs, voix cassée et visage marqué par la maladie, sans même parler de l'odieuse agression dont son épouse et lui-même ont été récemment victimes, Bernard Tapie parle de ses mille-et-une vies, de son cancer, invite tout le monde à se faire vacciner contre le Covid et donne des leçons de volonté humaine qui forcent le respect. Quel bonhomme!



Illustrations d'après photos DR

### LE SCANDALE EHPAD

L'heure du déconfinement va sonner. Les terrasses vont rouvrir, les musées aussi. On va pouvoir retourner au cinéma et, dans les salles de spectacle, applaudir les artistes. Peu à peu, la vie devrait reprendre son cours d'autant que le nombre de vaccinations commence à être vraiment significatif et que l'épidémie décroît. En espérant que le virus ne prendra pas une nouvelle revanche, tant il semble n'en avoir fait qu'à sa tête depuis quinze mois, sans que les restrictions imposées aux peuples aient toujours arrêté sa progression macabre.

Le moment de faire un bilan médical, épidémiologique et scientifique n'est pas encore venu. En revanche, la pandémie a conduit les autorités, avec de bonnes intentions, à des décisions contestables. Le rapport du Défenseur des droits est, dans ce registre, accablant pour le pouvoir ou plutôt les pouvoirs, et il ne concerne pas que la période liée au Covid-19. L'institution reçoit en permanence de nombreuses réclamations sur les conditions dans lesquelles vivent et meurent des résidents des Ehpad.

Sur le plan juridique, d'abord, le Défenseur des droits constate, dans son rapport en date du 5 mai 2021, que des mesures mises en place lors de la crise sanitaire «*l'ont été en dehors des cadres prévus à cet effet et ne présentent pas les garanties procédurales prévues par le législateur*». Ainsi, le «*libre arbitre*» des résidents a souvent été passé par pertes et profits. Illégalement, «*le confinement du résident dans sa chambre n'était pas soumis au recueil et l'obtention de son consentement à ces mesures*» alors même qu'une loi de mars 2020 disait vouloir privilégier «*la confiance*» plutôt que «*la contrainte*».

Après le premier déconfinement, en mai 2020, on a souvent constaté un maintien de mesures d'enfermement, l'interdiction de sortir pour des résidents qui avaient l'habitude d'aller fréquemment prendre l'air ou faire des courses à l'extérieur (ils ne sont pas tous grabataires ou atteints de maladies dégénératives!) voire des restrictions maintenues pour aller dans le parc de l'établissement. Pire: on a pu continuer d'interdire à des résidents de visiter leur conjoint, pourtant accueilli dans le même établissement. Un confinement obligé a

été maintenu après des tests PCR négatifs. Certains résidents n'ont pu sortir une seule fois de leur chambre depuis mars 2020.

Le Défenseur des droits, poste où Claire Hédon a succédé à Jacques Toubon, pointe aussi du doigt de nombreuses «*entraves à la vie privée et familiale*», évoquant des visites à des heures imposées à la famille, à raison de 30 ou 45 minutes maximum, une fois par semaine. Le rapport va jusqu'à parler de visites s'apparentant à «*un parloir*», comme en prison, dans un lieu neutre de l'établissement et en présence d'un membre du personnel. «*Des mesures attentatoires aux libertés et droits fondamentaux n'apparaissent, de fait, pas limitées dans le temps et ont pu revêtir un caractère disproportionné*», note le Défenseur des droits, ajoutant que «*le droit à la vie privée et familiale a été grandement entravé au cours de la crise sanitaire, et de façon bien plus importante pour les personnes résidant en Ehpad que pour le reste de la population*».

Sur le plan médical, le tableau n'est pas meilleur, avec par exemple, à certaines périodes, l'interdiction faite aux kinésithérapeutes de visiter leurs malades ou à la coiffeuse de venir exercer son talent. Il suffit d'avoir ou d'avoir eu un proche en Ehpad pour connaître l'importance de l'un comme de l'autre, pour le physique et pour le moral. Des directeurs d'établissements ont même confié avoir reçu «*des consignes orales de ne pas amener les résidents aux services des urgences pour des maladies autres que le Covid*». À l'arrivée, dénutrition, amaigrissement, dépression et parfois mort indépendante de la pandémie Covid ont été au rendez-vous.

Bizarrement, le rapport n'a pas fait beaucoup de bruit, au-delà de quelques articles dans la presse écrite. Il révèle pourtant un véritable scandale. Et qu'on ne dise pas que toutes ces confiscations de libertés ont été décidées pour le bien des résidents, ou que ça n'a pas d'importance puisqu'ils vont bientôt mourir. Les partisans de l'euthanasie parlent souvent de la notion de «*mourir dans la dignité*». Commençons par tenter d'aider les plus fragiles à vivre dans la dignité, même si le bout de la route est proche. A défaut du bonheur espéré par des foules en liesse un certain 10 mai du siècle dernier. ■



L'autonomie énergétique  
de la Corse en 2050 ?  
C'est possible en misant sur  
les énergies renouvelables et la  
maîtrise de l'énergie.  
Entreprises, collectivités,  
associations, l'AUE s'engage en  
soutenant vos projets innovants et  
exemplaires.

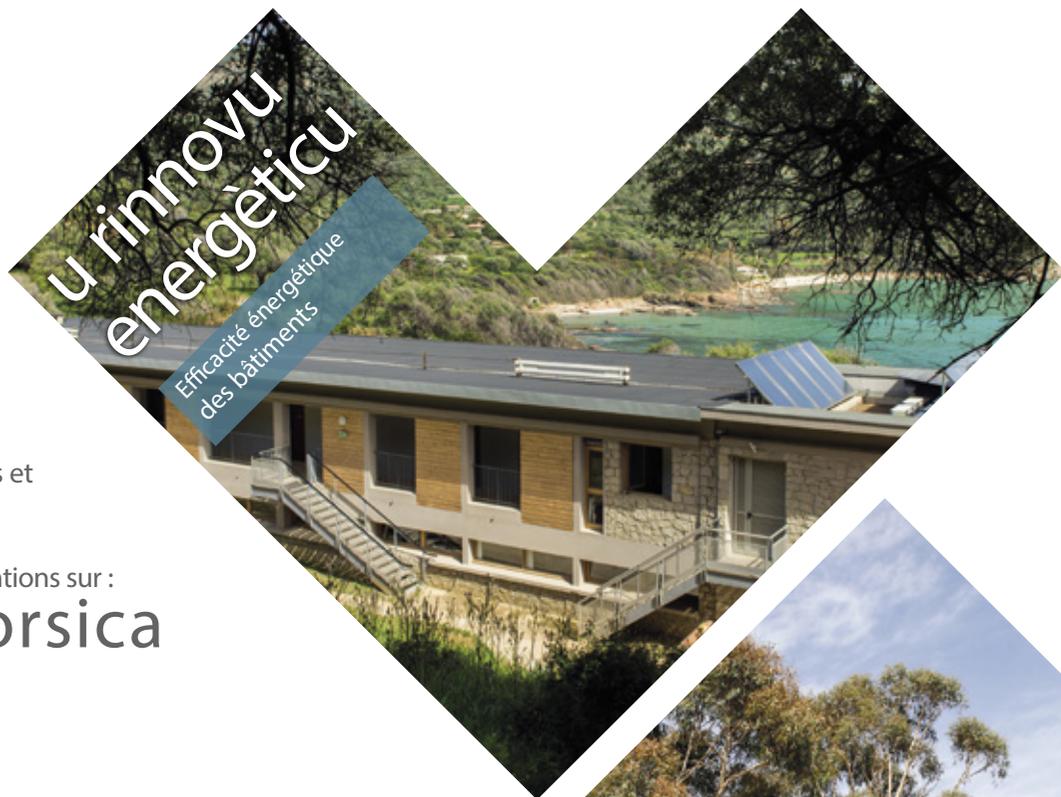
Retirez vos demandes de subventions sur :  
[www.aue.corsica](http://www.aue.corsica)

# Un' energia pè l'avvene

Ensemble construisons  
la Corse de demain.

u rinnovu  
energèticu

Efficacité énergétique  
des bâtiments



u sole

Solaire thermique  
collectif



u legnu

Bois énergie

u lume

Éclairage public performant,  
Éclairer juste

